




MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE,  
DE L'ALIMENTATION, DE LA PÊCHE ET DES AFFAIRES RURALES

Direction générale de l'administration Sous-direction du Développement Professionnel et des Relations Sociales Bureau des affaires statutaires et réglementaires Adresse : 78, Rue de Varenne – 75349 PARIS 07 SP Suivi par : M. Stéphane LE DEN Tél : 01 49 55 48 06 Fax : 01 49 55 83 20 Réf. Interne : Temps partiel annualisé	<b>NOTE DE SERVICE</b> <b>DGA/SDDPRS/N2002-1343</b> <b>Date : 29 OCTOBRE 2002</b>
--	---

Date de mise en application : immédiate

**Annule et remplace :**

Date limite de réponse :

 Nombre d'annexes :

**Objet :** Temps partiel annualisé.

**Référence :** Décret n°2002-1072 du 7 août 2002 relatif au temps partiel annualisé dans la fonction publique de l'Etat.

Note de service DGA/SDDPRS/N2001-1303 du 23 octobre 2001 relative au travail à temps partiel et mise en œuvre de l'aménagement et de la réduction du temps de travail dans les services centraux et déconcentrés.

**Résumé :** La présente note précise les dispositions relatives à l'application du temps partiel annualisé au sein du ministère de l'agriculture, de l'alimentation, de la pêche et des affaires rurales et modifie la note de service du 23 octobre 2001 précitée en ce qui concerne la combinaison des modalités d'organisation du temps partiel des agents relevant du ministère chargé de l'agriculture.

**MOTS-CLES :** TEMPS PARTIEL ANNUALISE, ARTT

Destinataires	
Pour exécution :	Pour information :
Administration centrale Services déconcentrés Etablissements d'enseignement	Etablissements publics Syndicats

Le décret n° 2002-1072 du 7 août 2002 relatif au temps partiel annualisé dans la fonction publique de l'Etat étend la possibilité, réservée jusqu'ici aux agents de certains services de l'Etat, de travailler à temps partiel sur une base annuelle. La présente note de service a pour objet d'explicitier les règles applicables en la matière.

Le service à temps partiel annuel est une modalité d'exercice des fonctions à temps partiel pour laquelle les obligations de service sont calculées dans le cadre de l'année et réparties selon un mode alternant les séquences travaillées et non travaillées selon un rythme arrêté d'un commun accord entre l'agent et le chef de service.

La durée du service à temps partiel que les agents sont autorisés à effectuer est calculée par référence à la durée du service qu'un agent à temps plein exerçant les mêmes fonctions doit effectuer en application des dispositions de l'article 1<sup>er</sup> ou de l'article 7 du décret du 25 août 2000 relatif à l'aménagement et à la réduction du temps de travail dans la fonction publique de l'Etat.

<b>Temps plein</b>	<b>50%</b>	<b>60%</b>	<b>70%</b>	<b>80%</b>	<b>90%</b>
Cas général (art. 1 <sup>er</sup> du décret du 25 août 2000) : 1600 heures	800 h	960 h	1120 h	1280 h	1440 h
Personnels exerçant leurs fonctions dans les abattoirs (à condition d'exercer au moins la moitié de leur activité dans des tâches caractéristiques de l'inspection en abattoir) : 1460 heures	730 h	876 h	1022 h	1168 h	1314 h

### **CHAMP D'APPLICATION**

La possibilité d'effectuer son service à temps partiel sur une base annuelle est ouverte à l'ensemble des fonctionnaires, des agents non titulaires et des personnels ouvriers de l'Etat.

Toutefois, certaines catégories de personnels, exclues du bénéfice du temps partiel, ne pourront bénéficier de ce nouveau dispositif. C'est le cas des comptables (agents comptables), des agents accomplissant un stage préalable à une titularisation comportant un enseignement professionnel ou accompli dans un établissement de formation. Par ailleurs, il convient de rappeler que les agents non titulaires doivent être employés à temps complet depuis plus d'un an de façon continue pour bénéficier d'un temps partiel.

Outre ces exclusions, expressément prévues par la réglementation relative au temps partiel, il conviendra d'être attentif à ce que le bénéfice du temps partiel annualisé ne soit accordé que si cela est compatible avec les nécessités de service et la continuité du service public.

Ainsi, l'accès au bénéfice de cette nouvelle mesure devrait donc être exceptionnel pour les agents exerçant certaines fonctions. C'est le cas, notamment, de ceux qui exercent

des fonctions d'encadrement en administration centrale, en service déconcentré et dans les établissements d'enseignement agricole.

## **PROCEDURE**

### **Demande initiale :**

L'autorisation d'assurer un service à temps partiel annuel est accordé pour une durée d'un an.

Pour les personnels exerçant leurs fonctions dans les écoles et les établissements d'enseignement, l'autorisation est accordée pour l'année scolaire. La demande de travail à temps partiel annuel doit, dans ce cas, être présentée avant le 31 mars précédant l'ouverture de l'année scolaire.

L'autorisation d'exercer des fonctions à temps partiel est accordée par l'autorité ayant le pouvoir de nomination. La demande doit faire l'objet d'un entretien préalable entre l'agent et son supérieur hiérarchique. Cet entretien comportera une analyse fine du poste de travail et les mesures d'organisation permettant la continuité du service. Cette organisation devra aboutir à la réalisation d'un document de programmation annuelle qui sera annexé à la demande d'autorisation de temps partiel annualisé et sur lequel doivent apparaître les périodes non travaillées du fait du temps partiel ainsi que le cycle de travail retenu par l'agent dans le cadre de la réglementation sur l'aménagement et de la réduction du temps de travail au ministère chargé de l'agriculture. La programmation des jours de congé et des jours ARTT est recommandée.

Il conviendra de s'assurer, au vu de cette organisation que l'agent respecte bien la quotité de travail due au titre du temps partiel choisi. En cas d'accord entre les deux parties, le document devra être signé par les deux parties. La demande accompagnée du document de programmation est ensuite transmise au bureau de gestion auquel l'agent est rattaché qui l'instruit dans les mêmes conditions que les autres formes de temps partiel.

Dans le cas où la planification du travail ne peut faire l'objet d'un accord entre l'intéressé et son chef de service, la demande du bénéfice du temps partiel sur une base annuelle doit cependant être transmise au bureau de gestion concerné. L'avis défavorable du chef de service doit alors être dûment motivé.

Dans le cas où l'autorité administrative n'accorde pas le bénéfice du temps partiel ; l'agent peut saisir la commission administrative paritaire compétente.

### **Renouvellement :**

L'autorisation d'exercer son service à temps partiel sur une base annuelle est renouvelable deux fois par tacite reconduction. A l'issue de la période de trois ans, le renouvellement de l'autorisation de travail à temps partiel doit faire l'objet d'une demande et d'une décision expresses.

## **REMUNERATION**

Les agents travaillant à temps partiel annualisé perçoivent une rémunération calculée dans les mêmes conditions que pour le temps partiel de droit commun. Cette

rémunération sera toutefois lissée sur l'année. Les agents perçoivent, en effet, mensuellement une rémunération brute égale au douzième de leur rémunération annuelle brute.

Dans le cas où l'autorisation d'effectuer un temps partiel est suspendue ou interrompue, il convient de s'assurer que l'agent a bien respecté ses obligations de service.

Si cette obligation n'a pas été respectée, il est procédé à une retenue sur sa rémunération, ou à un reversement pour trop perçu de rémunération.

### **HEURES SUPPLEMENTAIRES**

Les agents effectuant leur service à temps partiel annualisé sont autorisés à effectuer des travaux supplémentaires exclusivement au cours des périodes travaillées. Des indemnités horaires pour travaux supplémentaires sont, le cas échéant, attribuées à l'agent concerné dans les conditions fixées par le décret n° 2002-60 du 14 janvier 2002 relatif aux indemnités horaires pour travaux supplémentaires.

### **ASTREINTES**

Il ne pourra être fait appel à un agent à temps partiel annualisé pour être soumis à une période d'astreinte qu'au cours des périodes où celui-ci travaille. En cas de nécessité de service, et lorsqu'aucun autre agent du service ne peut l'assurer, il pourra être dérogé à cette règle en désignant l'agent à temps partiel annualisé d'astreinte pendant une période non travaillée. L'intéressé devra dans ce cas être informé par le chef de service dans les meilleurs délais.

### **REGIME DES CONGES**

#### **Congés annuels :**

En vertu du décret du 26 octobre 1984 précité, les agents ont un droit à congé annuel égal à 5 fois les obligations hebdomadaires de service auquel il peut être adjoint un ou deux jours lorsqu'un certain nombre de jours de congés sont pris en dehors d'une période allant du 1<sup>er</sup> mai au 31 octobre de l'année en cours.

Les congés annuels sont calculés au prorata de la quotité de temps partiel choisie en rapportant le temps partiel sur une base hebdomadaire.

Par ailleurs, et conformément à l'article 4 du décret du 26 octobre 1984 relatif aux congés annuels des fonctionnaires de l'Etat, il conviendra de s'assurer que l'absence du service ne saurait être supérieure à 31 jours consécutifs dès lors que cette absence est due, en partie, à l'utilisation de congés annuels.

#### **Congés de maladie :**

Les congés pour maladie sont comptabilisés, dans le calendrier annuel pour le nombre d'heures de travail prévues et non réalisées. Si l'agent bénéficie d'un congé de maladie au cours d'une période non travaillée du fait du temps partiel, ce congé de maladie n'a alors aucune conséquence sur le calcul des obligations annuelles de service.

### **Congés de maternité, d'adoption et de paternité :**

Pendant la période du congé de maternité, d'adoption et de paternité, l'autorisation d'exercer un temps partiel est suspendue et l'agent est réintégré dans les droits d'un agent travaillant à temps plein. A l'issue du congé, l'agent reprend son activité à temps partiel pour la période restant à courir.

### **Les congés pour formation :**

Dans le cas où une formation est organisée par l'administration ou à son initiative en vue de la formation professionnelle des agents de l'Etat et qui ne peut être suivie à temps partiel, l'autorisation de travailler à temps partiel est suspendue. Les agents sont alors rétablis temporairement dans les droits des agents travaillant à temps plein.

### **REPARTITION DES JOURS TRAVAILLES ET NON TRAVAILLES** **SELON LE CYCLE DE TRAVAIL CHOISI**

L'agent peut combiner plusieurs modalités d'organisation de son travail dans le cadre de son temps partiel. Il pourra ainsi allier une réduction journalière ou hebdomadaire de son temps de travail avec l'annualisation de son temps partiel.

A titre d'exemple, les tableaux ci-dessous fixent la répartition des jours travaillés et non travaillés, en fonction du cycle de travail retenu, dans le cadre d'une stricte annualisation du temps partiel.

cycle 38h30	CA	Jours ARTT	Jours TP (*)	jours travaillés
90%	22,5	18	25,5	187
80%	20	16	51	166
70%	17,5	14	76	145,5
60%	15	12	101,5	124,5
50%	12,5	10	126,5	104

cycle 37h00	CA	Jours ARTT	Jours TP (*)	jours travaillés
90%	22,5	10,5	25,5	194,5
80%	20	9,5	51	172,5
70%	17,5	8,5	76	151
60%	15	7	101,5	129,5
50%	12,5	6	126,5	108

cycle 36h00	CA	Jours ARTT	Jours TP (*)	jours travaillés
90%	22,5	5	25,5	200
80%	20	4,5	51	177,5
70%	17,5	4	76	155,5
60%	15	3,5	101,5	133
50%	12,5	3	126,5	111

cycle 35h40	CA	Jours ARTT	Jours TP (*)	jours travaillés
90%	22,5	3,5	25,5	201,5
80%	20	3	51	179
70%	17,5	3	76	156,5
60%	15	2,5	101,5	134
50%	12,5	2	126,5	112

cycle 35h00	CA	Jours ARTT	Jours TP (*)	jours travaillés
90%	22,5	0	25,5	205
80%	20	0	51	182
70%	17,5	0	76	159,5
60%	15	0	101,5	136,5
50%	12,5	0	126,5	114

bi-hebdo	CA	Jours ARTT	Jours TP (*)	jours travaillés
90%	20	0	25	182
80%	17,5	0	49,5	160
70%	16,5	0	62,5	148
60%	14	0	88	125
50%	11,5	0	113,5	102

*(\*) Les jours TP correspondent aux jours non travaillés du fait du temps partiel selon la quotité choisie et le cycle de travail retenu.*

Il convient d'adapter ces tableaux lorsque l'agent combine l'annualisation de son temps partiel et la réduction journalière ou hebdomadaire de son temps de travail.

J'appelle par ailleurs votre attention sur le fait que la note de service DGA/SDDPRS/N2001-1303 du 23 octobre 2001 relative au travail à temps partiel et mise en œuvre de l'aménagement et de la réduction du temps de travail dans les services centraux et déconcentrés est modifiée conformément aux dispositions prévues en annexe.

Le directeur général de l'administration

Christian de LAVERNEE

## ANNEXE

En page 7 de la note de service DGA/SDDPRS/N2001-1303 du 23 octobre 2001 relative au travail à temps partiel et mise en œuvre de l'aménagement et de la réduction du temps de travail dans les services centraux et déconcentrés il convient de lire :

« Le service à temps partiel peut être accompli à 50%, 60%, 70%, 80% ou 90%.

Le service à temps partiel peut être organisé selon les modalités suivantes :

- soit quotidiennement : le service est réduit chaque jour,
- soit hebdomadairement : le nombre de jours de travail sur la semaine est réduit ;
- soit mensuellement : la répartition ne se rattache pas au cadre strict de la semaine. Cette modalité d'organisation impose, à l'occasion de l'examen des demandes de préciser les conditions d'exercice des fonctions sur le mois ;
- soit annuellement : cette modalité d'organisation impose également que soient précisées les conditions d'exercice des fonctions sur l'année.

Ces modalités **peuvent** se combiner. »

Le reste est sans changement.